L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 15 OCTOBRE 1849.

Assemblées.

CERCLE DE LA LOUISIANE.

[illegible]

[illegible] MARDI 16 courant [illegible]

[illegible]

[illegible] Mme Maxime de Wilson [illegible] Rues et Ravels

[illegible]

[illegible] Mlle REYNES, Secrétaire.

[illegible] DECLOUET ET KENNER.

[illegible] Kenner du 5me district [illegible] prochain, 16 courant [illegible] pour aller [illegible] du 5me district

Parroisses. EMILE REYNES, JOS FERNANDEZ, A F BURT, secrétaire.

GRAND MEETING DE RATIFICATION

[illegible] CLUB.

[illegible] MARDI 16 courant [illegible]

[illegible]

[illegible] D. [illegible]

[illegible] Mme Maxime de Wilson [illegible] Rues et Ravels

[illegible]

[illegible] NOUVELLES NEUVES, SOULIERS [illegible] et autres pour messieurs.

[illegible] J. H. ASHBRIDGE.

[illegible] Bouteilles et Bouteilles.

[illegible] Mantelets soie.

[illegible] CANTS pour dame [illegible]

[illegible] TRAITÉS de chevaux et [illegible] Adresser à leur entrepôt de la rue de la Commune, section [illegible] SMITH & BROTHER

[illegible] 1er et 2 Commune

G. W. DUNBAR,
MAGASIN DE CHAUSSURES,
EN GROS,
No. 30, Rue de la Douane.
Nouvelle-Orléans.

Plantation à vendre

[illegible] Alexandre George, [illegible]

[illegible] J. H. ASHBRIDGE.

BERNARD TURPIN, ENCANTEUR
Rue de la Vieille Levée No 20.

[illegible] LAVERDURE a transporté son [illegible] 175, rue Carondelet.

BONNE OCCASION.

A VENDRE, un Magasin de modiste, ayant une bonne [illegible] Pour les conditions, s'adresser sur les lieux.

[illegible] Madame Mary [illegible] à vendre [illegible]

[illegible] Chaussures, parlant le français et l'anglais, trouveront de l'emploi en s'adressant au bureau de cette feuille.

[illegible] de se présenter sans de bonnes recommandations. 12 sept

ON demande de louer pour 3, 6 mois, 12 ou 18 mois, une maison de 3 à 4 chambres, convenablement meublée et recommandée. Ce service est bien [illegible] le plus possible. Le [illegible] travailler est utile sur l'un des points les plus [illegible] du Golfe. 25 août

ON DEMANDE 10 Nègres vigoureux pour travailler sur une plantation pendant la roulaison. S'adresser à

AUGUSTIN & THIBAUT.
10, rue Carondelet.

MADERE ET BURGUNDY PORT—100 barils à vendre par AUGUSTE MOLIERE

Imprimé et publié, par
MAGNE & WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 15 OCTOBRE.

TICKET WHIG.

GOUVERNEUR:
ALEXANDRE DECLOUET.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:
DUNCAN F. KENNER.

AUDITEUR DES COMPTES:
LOUIS BORDELON.

CONGRES.

PREMIER DISTRICT:
O. P. JACKSON.

DEUXIEME DISTRICT.
CHARLES M. CONRAD.

LÉGISLATURE.
SÉNAT.
POUR QUATRE ANS:
F. G. HUNT,
CAPRIEN DUFOUR.
EN REMPLACEMENT DE M. REYNOLDS
FELIX LABATUT.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS:

1er DISTRICT. W. W. MATTHEWS, PRESTON W. FARRAR.
2e DISTRICT. E. T. PARKER, T. B. SHIELDS, C. J. LUCAS.
3e DISTRICT. W. M. AYERS, M. BURGUNDY, C. M. EMERSON, C. M. CHAMBERLIN, J. J. SHEAFE, THOMAS CURRY.
4e DISTRICT. F. A. LUMMEN, J. G. SEVILIER, WILLIAM FLEMMING, H. C. CANTELLANO, PIERRE DEVILBIGES, G. DREUX, EUSEBE BOUNY, EMILE BARTHE.
5e DISTRICT. F. C. LAVILLE, PLACIDE CANONGE, H. OUGATTE, HENRY MARCOU.
6e DISTRICT. F. S. HARTLETTE, Vinton A. R. SEGUR.

SHERIF.
JAMES P. FRERET.

GRAND MEETING WHIG.

Les FILLMORE RANGERS ont tenu leur premier *meeting* générale samedi soir, au Cercle Tivoli, dans la 2de municipalité. C'était littéralement un meeting monstre. Jamais encore, même à l'époque de la dernière élection présidentielle, parmi les whigs n'avait eu lieu sur la place Tivoli. Les whigs de la ville avaient répondu en masse à l'appel des Rangers et s'étaient rendus de bonne heure dans l'enceinte indiquée. Tous les clubs étaient présens ainsi que les nombreuses associations qui portent le nom de nos candidats. La lice et la 3me municipalité se semblaient s'être transportées tout entières au rendez-vous des Rangers.

Le meeting a été appelé à l'ordre à sept heures et demie par M. JOHN E. CALDWELL, et c'est ensuite sous la présidence du colonel McALLEN, chef des Rangers. Les personnes dont les noms suivent ont été encore nommées vices-présidens. *Pour la 1re municipalité*—MM. Louis Lyons et P. Wellman; *Pour la 2me municipalité*—J. D. Bein et L. Mathews; *Pour la 3me municipalité*—F. S. Bartlette, MM. L. Sere, J. A. Fenn et J. A. Boutet; MM. Gaudin et Comme secrétaires.

Le président a proposé d'ouvrir la séance, et nous pouvons nous servir d'une parole expressive, par une nouvelle chanson politique. Cette motion a été accueillie par des applaudissemens frénétiques, et Pour OLDHAM a aussitôt entonné les couplets d'une ode populaire. *Le Glee Club* dont il est le chef et qu'il dirige avec tout le talent d'un chef d'orchestre consommé, reprenant en chœur la tournouelle.—Les démocrates peuvent se moquer de ces chansons, mais elles produisent un excellent effet.

M. RANDELL HUNT, appelé de toutes parts, est monté sur l'estrade et a harangué ses concitoyens. Les réflexions générales qu'il a émises sur les actes de administration et sur l'impulsion nouvelle que le président Taylor donne aux affaires publiques ont été à différentes reprises interrompues par les applaudissemens et les *cheers* de la foule.

M. McKENZIE, jeune homme plein d'avenir, s'est fait entendre après M. Hunt, puis M. CHARLES M. CONRADA a terminé la séance par un remarquable discours. Un immense cortège s'est formé ensuite et a parcouru les rues de la 2de municipalité jusqu'à une heure avancée de la nuit.

ENCORE LE MEETING DE LA PLACE DU CIRQUE. — Nous lisons dans le *Delta* d'hier matin:

"Notre rapporteur en rendant compte de ce meeting de la Place du Cirque, dit:

"M. Dufour ayant été appelé, plusieurs personnes dans la foule lui demandèrent de parler en français. Le comité d'arrangement ayant décidé que les discours se feraient en anglais, M. Dufour s'exprima dans cette langue et fut fréquemment interrompu par les applaudissements.

"Le caractère de cette partie de notre rapport ayant été mise en doute, nous sommes allés aux informations et nous nous sommes assurés que le fait énoncé par notre rapporteur était vrai, exact et substantiel. La personne dont nous avons reçu ces renseignemens est une de celles qui haranguèrent le meeting."

Nous sommes aussi bien informés que le *Delta* et nous tenons nos renseignemens non d'un des orateurs du meeting, mais du *comité d'arrangement lui-même*. Nous comprenons d'ailleurs parfaitement l'erreur de la personne dont parle le *Delta*. Vous le tirez en deux mots. Le comité d'arrangemens n'avait pris aucune décision. On appela M. Dufour. Il se présente sur l'estrade. Quelques-uns crient: *Parlez en français!* D'autres, et en plus grand nombre: *Non, parlez en anglais!* M. Dufour demande vers le président: et lui demande dans quelle langue il devait s'exprimer. Parlez en anglais, lui dit celui-ci, car il me semble que ceux qui demandent un discours anglais sont en majorité. Et M. Dufour obéit. A la fin de son discours, il ajouta quelques mots en français et prononça de plus ter d'une prochaine occasion pour faire un discours dans cette langue à ses concitoyens du 3e ward.

Qu'y a-t-il dans tout cela de si étonnant et pourquoi est-on venu à ce propos nous parler insolemment d'un *ostracisme fait à la langue française*?

Que le *Delta* ait pris la décision spontanée du président du meeting, décision conforme aux désirs de la majorité, pour une résolution arrêtée d'avance par le comité d'organisation, cela ne nous étonne par; un comité peut, ce nous semble, décider qu'à tel meeting il ne sera prononcé que des discours français, à tel autre que des discours anglais. Mais que l'organe des démocrates s'empare de cet incident pour entonner un lugubre cantique sur la *suppression de la langue française*, c'est là vraiment une de ces bonnes charges devant lesquelles il nous est impossible, avec la meilleure volonté du monde, de garder notre sérieux.

Qu'en pensent nos confrères du *Delta*?

CONSEIL GÉNÉRAL.—Nous sommes forcés de remettre à demain la publication du rapport de la dernière séance du Conseil Général à cause de sa longueur et du peu d'espace que nous laissent les nouvelles d'Europe.

PUBLICATIONS LITTERAIRES.—La *Presse* annonce qu'elle reprendra incessamment la publication des MEMOIRES D'UN MEDECIN, par Alexandre Dumas. Ces mémoires, dit-elle, embrassent toute la fin du dernier siècle et toute la première partie du siècle présent.

La première partie comprend le temps écoulé depuis le mariage de MARIE-ANTOINETTE jusqu'à l'ANNÉE 1786.

La *seconde partie* comprendra les six années de 1789 à 1794, c'est à dire depuis la PRISE DE LA BASTILLE jusqu'à la FIN DE LA TERREUR.

Puis viendront tour à tour le DIRECTOIRE, L'EMPIRE, LA RESTAURATION; tous les événemens contemporains repasseront ainsi devant nos yeux dans des scènes animées par l'immense talent de M. Alexandre Dumas.

RÉSIGNATION DE M. CALHOUN. — Nous avons mentionné l'autre jour la rumeur relative à M. Calhoun. Celui-ci, d'après une correspondance, serait disposé à donner sa démission de sénateur au Congrès des Etats-Unis. Cette rumeur est démentie au nom de M. Calhoun par le *Columbia Telegraph*, journal publié dans la Caroline du Sud.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES
TRANSMISES A L'ABEILLE.

ARRIVÉE DU CALEDONIA.

Nouvelles d'Europe d'une semaine plus récentes.

Baltimore, 12 octobre.

Avis commerciaux—Inondation en Chine—Résistance de Comorn—M. Rives à Paris—Elections de l'Ohio—Retour du Président—Elections de la Pennsylvanie.

Le steamer *Caledonia* est arrivé: les nouvelles qu'il apporte sont du 28 septembre pour Londres et du 29 pour Liverpool.

Le marché aux cotons était languissant, et les capitaux en demande. Les grains étaient tombés d'un shilling par quarter. La farine due de Western Canal commandait 23 s. le baril. Les nouvelles des districts manufacturiers sont assez mauvaises. Il est arrivé dans la semaine trois cent vingt-deux balles de coton: il s'est traité sur la place trente-trois mille balles.

On a appris en Angleterre qu'une grande inondation avait eu lieu dans les environs de Shangai, en Chine, et que la récolte de coton et de riz en avait beaucoup souffert.

M. Rives, ministre des Etats-Unis en France, est arrivé à Paris. Il remplace M. Rush.

Cholera encore. La garnison a fait une sortie contre les assiégeans et a repris quelques points importants.

Les élections de l'Ohio ont eu lieu. Les whigs auront la majorité dans le Sénat; la composition de la Chambre des Représentans est encore douteuse.

DEUXIEME DEPECHE.

Baltimore, 13 octobre.

Les cotons américains en Angleterre restent le mêmes aux dernières cotes, mais il se fait peu d'affaires sur la place. Il y a eu de fortes ventes du Surat: elles se sont élevées dans la semaine à dix mille cinq cents balles. Il ne s'est trouvé dans la même semaine que cinq mille balles de qualités américaines et trois cent soixante de qualités égyptiennes. Le Surat vaut de 4 à 4 d.

Le marché aux cotons de New-York est ferme, mais il varie.

Les whigs ont la majorité dans la législature de l'Ohio.

Le président est de retour à Washington.

Les démocrates ont la majorité dans la législature de la Pennsylvanie et ont élu leur candidat au poste de commissaire des canaux.

TROISIEME DEPECHE.

DERNIÈRES NOUVELLES APPORTÉES PAR LE *CALEDONIA*.

Refus de la Turquie de livrer Kossuth et Dembinski.—La France et l'Angleterre encouragent la Turquie dans son refus.—La Russie menace de considérer ce refus comme une déclaration de guerre.—Probabilité de guerre.

BALTIMORE, le 13 octobre, 5 heures du soir.

Kossuth et Dembinski sont à Waden dans une position plus que précaire.

Une lettre de Constantinople du 12 septembre annonçait que le Sultan est soutenu par les agents diplomatiques de la France et de l'Angleterre, et que, par suite, le grand Vizir persiste dans son refus de livrer les deux généraux Hongrois.

D'un autre côté le Czar déclare que si on persiste à refuser l'extradition ou même à ne pas échapper, il considérera le fait comme une déclaration de guerre. L'aide-de-camp ajoutait péremptoirement que dès-lors une force russe de quatre Constantinople.

Tout cela inspire une grande inquiétude; et de fait les probabilités de guerre sont grandes.

Trois Anglais, le général Dugon, et MM. Longworth et O'Donnell, se trouvent à Waden parmi les réfugiés.

Election dans l'Ohio.

La législature de l'Ohio paraît être démocratique en chambre réunie.

Europe.

Les journaux français apportés par le *Canada*, et que la malle nous a transmis hier, vont jusqu'au 20 septembre. Nos dates de Londres sont du 21 et de Liverpool du 22.

Il n'y a rien de nouveau en France, si ce n'est qu'une grave indisposition de M. Falloux amènera probablement un remaniement du cabinet. La retraite du ministre de l'instruction publique nous paraît inévitable; sa maladie prolongera un peu cette crise et saisira le gouvernement. M. de Falloux ne s'entend pas très bien avec ses collègues et encore moins, à ce qu'il paraît, avec le président.—Un autre fait, moins important mais qui n'est pas absolument sans signification, c'est le maintien du général Rostolan dans le commandement en chef de l'armée d'Italie.

La situation de Rome n'est pas changée et le pape ne se montre pas le moins du monde disposé à y rentrer dans son ancienne capitale.

Garibaldi a été arrêté provisoirement à Gênes.

On écrit d'Acs, à la *Reforme allemande*:

"Les hostilités contre Comorn ont été reprises le 4, et les impériaux se sont avancés sans rencontrer de résistance, dans la position de Dotes, de Pusta Csoor et de Hrikely, puis dans la grande Schutt, jusqu'à Szinit-Pavel et Ujfalu; la brigade Pott a marché sur Pogsagavas. Le général russe, Grabe, est près de la Wang.

"Les insurgés sont postés dans un camp fortifiant retranché, devant la forteresse. Un engagement est inévitable avant d'en venir à un siège, car les insurgés ne bouchent en masse dans le camp, et ne se retirent point dans la forteresse qu'à la dernière extrémité. On dit que des malades de toute espèce sévissent dans la forteresse, et que l'absence de médecins et de medicamens s'y fait vivement sentir.

"Le général Nugent commande toujours le corps de blocus; mais on dit que le feld-zeugmeister Haynau va se charger lui-même du commandement.

"La bulgarmarine vient d'être publiée à Theresiopel, combat de Sambar, par suite des hostilités qui y sont exercées."

On écrit de Presbourg, le 12:

"Toutes les troupes de la Wang se dirigent sur Comorn, où le corps de siège sera porté à 80,000 hommes. Sept brigades autrichiennes sont très près de la forteresse, les très-rares se tiennent peu à peu en arrière. Le général Grabe, avec environ 18,000 hommes, prendra part au siège et occupera la rive gauche de la Wang. Les hostilités ont commencé; les troupes se sont mises en mouvement sur tous les points."

Le maréchal Radetzki est arrivé le 13 septembre à Vienne.

Voici comment le *Lloyd* raconte son arrivée:

"Radetzki vient de faire son entrée à midi. Une grande foule l'attendait à la station du chemin de fer du Sud. On ne saurait décrire l'enthousiasme avec lequel il a été reçu. Nous avons vu des larmes dans bien des yeux. Du vivat enthousiastes ont également accueilli le ban Jellachich, qui s'était rendu à la station pour aller à Bécs, et qui en revenait en vile dans sa voiture. Le cortége a pris la route de Carinthie-les-Forêts, et le Marché au charbon, pour se rendre au palais. Toutes les fenêtres de ces rues étaient ornées de tapis et de fleurs et partout le vieux guerrier chéri était accueilli avec enthousiasme. On se pressait autour de sa voiture pour voir son visage."

On lit dans la *Gazette de Vienne*:

"D'après les nouvelles du Buckarest du 3, le chef des rebelles Bem a été fait prisonnier par les Russes. Des lettres de Kronstadt confirment cette nouvelle, mais on manque jusqu'ici de nouvelles officielles."

Cette nouvelle ne paraît être que la répétition des dépêches sous domicile lier d'après la *Gazette de Breslau*.

Le *Correspondant autrichien* publie les deux lettres suivantes de Gœrgey. La première est adressée au général russe Rudiger. La seconde à Klapka:

"Monsieur le général, vous connaissez sans doute la malheureuse histoire de ma patrie. Je vous épargne donc une répétition fatigante de ces cet événement qui s'enchaînant d'une manière si funeste, et qui nous ont engagés de plus en plus profondément dans cette lutte, d'abord pour nos libertés légitimes, puis pour notre existence. La meilleure partie, et je puis l'ouvrer, la plus grande partie de la nation n'a pas cherché légèrement cette lutte; mais elle l'a soutenue loyalement, avec persistance et même vaillamment, soutenue par quelques hommes honorables qui, à la vérité, n'appartiennent pas à la nation, mais qui s'y trouvent engagés par leurs relations avec elle. La politique de l'Europe exigera que S. M. l'empereur de Russie s'unit à l'Autriche pour nous vaincre, pour rendre impossible le prolongement de la lutte en faveur de notre constitution. Et cela arrive. Les vrais patriotes hongrois l'avaient prévu, et en avaient averti la nation. L'histoire de nos jours montrera dans l'avenir ce qui détermina la majorité du gouvernement provisoire à fermer l'oreille à ces voix. Le gouvernement provisoire n'est plus. Le plus grand danger l'avait trouvée dans sa plus grande faiblesse.

"Moi, l'homme d'action, j'avais reconnu comme insuffisante l'effusion ultérieure du sang; je l'avais reconnue comme funeste à la Hongrie. Telle avait été ma pensée dès le commencement de l'intervention russe. J'ai invité le gouvernement provisoire, aujourd'hui même, à abdiquer parce qu'il ne pouvait, en continuant de gouverner, que rendre l'avenir de la patrie de jour en jour plus triste, plus déplorable. Le gouvernement provisoire le reconnut: il abdiqua volontairement, déposant l'autorité suprême entre mes mains. Je profite de cette circonstance suivant ma conviction pour épargner le sang humain, pour détourner au moins de ces calamités de la guerre mes concitoyens que désormais je suis trop faible pour défendre. Peut-être que je donnerai l'impulsion aux chefs des autres parties de l'armée hongroise, et que, reconnaissant comme moi que c'est la meilleure chose à faire pour la Hongrie, ils déposeront également les armes. J'ai dans la généralité de Sa Majesté le czar la confiance que le plus traité sort n'est pas réservé à tant de braves camarades, qui, anciens officiers autrichiens ont été entraînés par la force des circonstances dans cette guerre contre l'Autriche, et que les malheureux peuple de la Hongrie qui comptent sur la justice de S. M. ne seront pas livrés sans défense à la fureur de leurs ennemis. Si j'étais seule victime, cela ne pourrait pas suffire!

"C'est à vous que j'adresse cette lettre, monsieur le général, parce que vous être le premier qui m'ayez donné des preuves de cette considération qui vous acquiert ma confiance. Hâtez-vous, et vous voulez éviter l'effusion du sang, de procéder le plus tôt possible à l'acte pénible de la livraison de mes armes; mais faites en sorte qu'il n'ait lieu que devant les troupes de S. M. l'empereur de Russie, car je préfère solennel-lement que je n'aie jamais mettre mes troupes à un combat désespéré, contre des forces supérieures, que de leur faire déposer les armes devant l'armée autrichienne.

"Debaum, 12 août, je marche sur Villagos; après demain 13, sur Bonos-Jeno, le 14, sur Beel. Je vous en donne avis, pour que vous vous placiez entre mes troupes et les troupes impériales, et que vous m'informiez pour me sauver des Autrichiens.

"Si cette manœuvre ne vous paraît pas, et que les troupes autrichiennes ne pourraient, je réponds sur toutes attaques et prendra la route de Grosswardein, pour rejoindre l'armée russe, devant laquelle ceux mes troupes ont déclaré vouloir déposer les armes. J'attends votre réponse dans le plus bref délai, et je termine par l'assurance de ma considération.

"Arad, 11 a. m. 1849, 9 heures du soir.

"ARTHUR GORGEY, général hongrois."

AU GENERAL KLAPKA.

"Grosswardein, 16 août.

"Cher ami Kapka,

"Depuis que nous nous sommes vus, des choses, si ou pas intéressantes, mais de nature, se sont passées. L'éternelle jalousie du gouvernement, surtout depuis que Kossuth a quitté Bécs, qui produit ce que j'avais prévu et au mois d'avril. Les quatres bien des combats avec les Russes, j'ai passé le Theiss près de Tokay, la diète me demanda, pour commandant en chef, Kossuth nommé secrétaire d'Etat. Le jaja qui que n'aime pas Kossuth avait fait la diète une réponse de prunes.

"Cet attaché fut la source de tout ce qui arriva plus tard. Dembinski fut battu près de Szeg. Bem vint avec trois mille hommes près de Vesarhely, il courut à Temesvar, où se retirait Dembinski, il fut battu près de Temesvar, et de 50,000 hommes qu'il avait, Kossuth a calculé qu'il ne lui en était resté que 6,000. Vecsey m'écrivit que tout le reste lui déserte. Sur ces entrefaites, l'Autrichien s'avançait entre Arad et Temesvar. Le ministre de la guerre avait donné à Dembinski l'ordre de se retirer sur la forteresse d'Arad, et moi pas sur la forteresse d'Arad et Temesvar. Dembinski agit contrairement à cet ordre. Pendant l'ignorance, mes bien des choses inventent que c'est par ma faute contre moi.

"La guerre de tout cela, fut que je me trouvais alors le corps que j'avais commandé de Comorn, en détournant mon vis les petites que j'avais épouvantées près de Waizen, de Rosnaz, de Gorombey, d'Isonica, de Kistely, de Debreczin; mais au mal j'ai vu des Autrichiens, et au mal pas de Russes, je pouvais, il est vrai, me retirer d'Arad en Transylvanie par Radwa. Mais l'amour de ma patrie, qui je voulais donner la paix à tout prix, me détermina à déposer les armes. J'avais d'ailleurs le gouvernement provisoire à considérer qui ne pouvait pas me servir la patrie, qu'il ne lirait que la précipiter dans le malheur, et, par conséquent, à abdiquer.

"Il ne lui restait entre mes mains tous les pouvoirs civils et militaires, et, autre que le même temps prenant, je prenais résolution pénible, mais bienfaisante ardée, de déposer les armes devant le vainqueur. Je me présentais au Kaiser. Les plus braves guerriers de mon armée y comparaissaient, tous les troupes des environs d'Arad se joignirent volontairement à moi. La bataille d'Arad, aux orides de Damanchi, a déclaré vous le lire de même. Nous retenir à pour la réservé mutines comme de braves à ne la donner qu'à ceux de la part de braves à ne rendre.

"Epanin — ce que bien peu et ce que je donne faite.

"ARTHUR GORGEY."

ITALIE.

La ratification définitive du traité de conservation avec la France s'est arrêtée, et qui consistent en de certaines franchises municipales, une constitution d'Etat conservé dans et depuis par Pie IX, et qui ne voit comme le reste de la France, ayant vu ce parement constitutionnel, et qui en consent d'Etat.

Ces concessions, en admettant que le pape en fait le cas, à Pie IX, sont bien peu de chose, mais les Romains ne pouvaient, je réponds, se faire autre chose que de la guerre. Ce qu'on leur a offerte, ils ont mieux le bien qu'il n'y a pas moyen de leur faire plus. Q. and on croit se tenir au pied du mur et pouvoir leur imposer des conditions les plus modérées, ils rentrera de la façon la plus accommodante, les vous glisser entre les mains, regagnent le terrain perdu, et il faut recommencer la lutte.

"Les avis de cote les mieux informés pour entrer dans la déplorable situation de cette ville, et vous dirai qu'entre toutes les nouvelles qui circulent, la plus probable est celle de S. S. M. daigne manifester sa volonté définitive d'accorder à ses peuples des franchises municipales les plus étendues. Municipalités élues par le suffrage universel, mais exclusives par le conseil municipal. Conseils provinciaux élus par les propriétaires et les négociants de la province. Commission d'Etat composée d'un député par province et d'un nombre égal de membres choisis par le pape. Cette commission aurait seulement voix consultative. Enfin, un conseil d'Etat sur le modèle français.

"Je ne saurais en mesure de savoir au juste si c'est bien là l'*ultimatum* proposé par notre tuteur et approuvé par le saint-père; je ne veut pas non plus examiner si, en ultimatum fut bien d'accord avec la promesse du gouvernement français, et encore moins, sur quelle certitude et quelle garantie il repose. Je crois la chose très probable, par la bonne raison que, le pape ayant formellement refusé d'accorder de nouvelles attributions à la commission